



AIACE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPEENNE

Le Président international
137/12

Bruxelles, le 19 novembre 2012

Monsieur le Président du Conseil européen,

À la veille du Sommet européen des 22 et 23 novembre prochain consacré au Cadre Financier Pluriannuel, l'AIACE s'exprime au nom de ses 9.000 adhérents et en tant qu'association représentative des 18.000 pensionnés de l'Union européenne.

Tout récemment, l'AIACE a organisé une Assemblée générale extraordinaire consacrée à l'avenir du Service public européen. À cette Occasion, le Président du Parlement européen, M. Schulz, le Président de la Commission, M. Barroso, ainsi que le Vice Président M. Šefčovič, nous ont réaffirmé leur soutien et leur profonde conviction de l'importance du Service public européen pour sortir l'UE de la crise.

Dernièrement, nous avons pris connaissance du projet de conclusion du Conseil européen des 22 et 23 novembre (document 15602/12 du 13.11.2012) consacré au Cadre financier 2014-2020 que vous avez décidé de présenter, en tant que Président du Conseil européen, en étroite coopération avec la Présidence chypriote.

L'AIACE souhaite associer les Anciens de l'UE à l'inquiétude grandissante du personnel. Elle craint que la crise ne serve de prétexte à une minorité d'États membres eurosceptiques pour imposer la politique du "moins d'Union" au moment où une majorité de hauts responsables politique affirment qu'il en faudrait plus.

L'AIACE ne peut que se révolter vis-à-vis des propositions de réduction budgétaire et notamment sur la rubrique V qui constitue moins de 6 % du projet de cadre financier pluriannuel 2014-2020.

Les Anciens de l'UE ont consacré leur vie professionnelle, et souvent privée, à lutter contre le scepticisme ambiant pour faire avancer le dessein européen dans la paix et la prospérité après des siècles de luttes fratricides. L'octroi du prix Nobel de la paix à l'UE n'est pas le fruit d'un hasard historique.

L'AIACE, forte de cette expérience acquise dans de nombreuses fonctions et responsabilités au sein des institutions depuis 60 ans, peut affirmer que ces économies budgétaires ne changeront rien à la situation critique des citoyens dans les EM les plus touchés par la crise. Au contraire, elles conduiront à la détérioration programmée des conditions de travail et des pensions des personnels, elles seront contreproductives et contribueront à une récession qui touchera surtout les jeunes diplômés et les plus démunis.

Cette option politique erronée ne pourra qu'aggraver le manque de cohésion et de solidarité au sein de l'UE. L'austérité dans ce domaine réduira rapidement la compétence, l'indépendance et la permanence du SPE, qualités pourtant indispensables à son fonctionnement.

La crise finira par s'arrêter. L'AIACE vous demande d'user de toute votre influence et de votre diplomatie pour empêcher l'irréparable. Au minimum, il s'agit de maintenir le niveau de la proposition de la Commission qui comporte déjà avec celles de 2004 des économies budgétaires non négligeables par rapport aux prévisions.¹

L'AIACE est consciente des difficultés à surmonter, mais elle est également convaincue que les dirigeants européens et vous en particulier, Monsieur le Président, êtes en mesure d'innover, et de faire sortir le SPE la tête haute de cette énième "bataille" pacifique pour progresser sur la voie européenne.

Confiants de votre écoute, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos sentiments les plus respectueux.

Richard Hay
(signé)

¹ Uniquement pour la rubrique V, les chiffres présentés intègrent non seulement le "Paquet réforme 2012" (1 milliard) ainsi concédé, s'ajoutant aux 10 milliards estimés de la réforme 2004, mais encore 536 millions d'euros de rabais supplémentaires relatifs aux frais initiaux de l'adhésion de la Croatie